

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : CORREZE, Annette

Titre : « Stratégies alimentaires, stratégies féminines, interventions de développement », in *Femmes et politiques alimentaires*, Actes du Séminaire International, ORSTOM-CIE, 14-18 Janvier 1985, pp.393-404

Editeur : ORSTOM-CIE, Paris

Date : Janvier 1985



Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
49, rue de la Glacière • 75013 Paris • France
Tél. : 33 1 44 08 67 67 • Fax : 33 1 43 31 66 31
iram@iram-fr.org • www.iram-fr.org

STRATÉGIES ALIMENTAIRES, STRATÉGIES
FÉMININES, INTERVENTIONS DE
DÉVELOPPEMENT (1)

Annette CORREZE

1. LES STRATEGIES ALIMENTAIRES

Pour la première fois les productions vivrières sont au centre des préoccupations des pays et des bailleurs de fonds. On constate que les importations de céréales dans les PMA ont augmenté de 60 % au cours des années 1978-1983, la part de l'aide alimentaire se situant autour de 50 % du total. En Afrique sub-saharienne la production vivrière par tête a diminué d'au moins 20 % au cours des 10 dernières années, et l'urbanisation qui progresse de 5 à 10 % par an, accélère les problèmes au niveau de la production et de l'approvisionnement en nourriture.

Face à cette situation, une cinquantaine de pays dont une trentaine en Afrique, élaborent, selon le Conseil Mondial de l'Alimentation, une stratégie alimentaire.

La définition de ces stratégies et des moyens à mettre en oeuvre se heurte à l'absence ou à l'imprécision des données de base sur la production, la consommation, les stocks agricoles (2).

Connaître les superficies consacrées aux cultures vivrières, le volume des productions, les consommations familiales etc... est indispensable. Mais l'élaboration des mesures ou des outils nécessaires pour entraîner un accroissement de la production vivrière et une meilleure circulation des produits implique de comprendre et d'appuyer les stra-

(1) à partir de situations rencontrées à travers des interventions de l'IRAM au Niger, Mali, Sénégal, Cameroun, Mauritanie, Burkina-Faso, Bénin, Zaïre, RCA, Rwanda...

(2) Aide Alimentaire et Coopération pour le Développement, Document CAD/OCDE, 1984.

tégies internes aux groupes de producteurs dans chacune des sociétés concernées.

Hommes, femmes, jeunes participaient autrefois, chacun dans le mode qui lui était propre et selon son statut dans le groupe, à la gestion de l'espace et des ressources, à la vie économique, sociale et culturelle. Chacun trouvait sa place et son intérêt dans la stratégie globale du groupe pour produire et se reproduire.

Ces stratégies, sous les effets de la crise qui frappe les sociétés paysannes, se sont complexifiées, diversifiées, deviennent quelquefois antagoniques.

Il est indispensable aujourd'hui de prendre en compte les stratégies propres de chacun des acteurs sociaux dans les économies paysannes si l'on veut que les stratégies alimentaires arrêtées au niveau national soient reçues par eux, aient des effets incitateurs sur le niveau de la production vivrière.

2. LES STRATEGIES FEMININES

Les femmes sont désormais plus ou moins reconnues comme des acteurs importants de la production vivrière, bien que la mesure de leur apport - différencié selon les sociétés et les groupes auxquels elles sont reliées - reste à faire dans la plupart des pays et que le peu de données chiffrées disponibles sur leur production directe permette encore bien des appréciations contradictoires.

Leur rôle dans la conservation, la transformation et la circulation des produits vivriers n'est pas mis en question.

Ce qui apparaît cependant largement méconnu et sous-estimé, ce sont les stratégies déployées pour assurer au niveau domestique le maintien et la reproduction de la force de travail et pour participer aux stratégies économiques et sociales de leur groupe familial : apport de céréales ou de produits de base, apport plus qualitatif, au niveau de l'alimentation, par le biais des "condiments" qui enrichissent les sauces, vente d'animaux leur appartenant pour faire face à une pénurie alimentaire ou à des dépenses imprévues : paiement des frais d'écolage, dépenses de santé, d'habillement des enfants etc... (dépenses partagées par les hommes selon les cas).

Autrefois partagées, selon des règles qui s'imposaient aux différents membres des unités domestiques, de nombreuses charges indispensables à la survie, à la qualité de vie, aux stratégies sociales des

sociétés paysannes sont, au quotidien, assurées par les femmes, soit directement à travers leur propre production, soit par le biais d'un revenu propre.

Bien que les données manquent pour mesurer l'importance économique et sociale de cette contribution, des études ou interventions ont permis de constater qu'elle s'accroît sous l'effet des difficultés que connaît le monde rural : destruction des ressources, endettement, exode, faiblesse des prix agricoles, ponctions monétaires diverses, etc...

Dans de nombreux pays on relève que le nombre de femmes chefs de famille s'accroît.

On peut donc faire l'hypothèse que la situation alimentaire des sociétés paysannes et leur capacité à dégager des surplus vivriers dépend aussi, au-delà des mesures prises au niveau global pour aménager les conditions de la production vivrière dans son ensemble et de sa répartition, des mesures qui seront prises pour appuyer l'effort des femmes, préserver ou agrandir les espaces et les marges de manoeuvre dans lesquels elles développent leurs stratégies propres.

2.1. Quels espaces, quelles stratégies ?

Ceux-ci restent largement déterminés par le groupe auquel appartiennent les femmes et les situations sont extrêmement diversifiées.

La situation du monde rural dans la région où elles se trouvent, les règles de fonctionnement de leur groupe ethnique, leur statut à l'intérieur de la famille (âge, rang d'épouse, femme de chef de famille ou de dépendant etc...), la situation économique du groupe familial auquel elles appartiennent (terres disponibles, ressources monétaires, degré d'équipement agricole etc...) sont des critères, parmi d'autres, qui déterminent les marges dont elles disposent pour assurer le rôle économique accru qu'elles sont amenées à jouer, parce qu'elles y sont contraintes ou parce qu'elles le choisissent.

Il est intéressant de remarquer que l'analyse du rôle joué par les femmes renvoie inévitablement à celle de l'ensemble du groupe dans lequel elles vivent alors que de nombreuses études continuent à ignorer le rôle spécifique joué par les femmes. Comment approcher les dynamiques de ces sociétés en ignorant ce rôle ?

Les stratégies économiques déployées par les femmes sont multiples : production agricole directe, transformation et vente des produits, pe-

tit élevage (et quelquefois accumulation de gros bétail), cueillette, transformation et vente, artisanat, pêche et/ou transformation du poisson, commerce, vente de leur force de travail, individuellement ou en groupe...

Elles visent à faire face aux nécessités quotidiennes mais également à maintenir le tissu des relations sociales qu'elles entretiennent avec d'autres femmes, avec leur groupe d'origine qui les accueillera d'autant mieux - si elles y reviennent un jour pour cause de divorce ou d'exode du mari - qu'elles auront matérialisé le lien par des cadeaux réguliers ; elles contribuent également à concrétiser la participation de leur groupe aux manifestations sociales ou rituelles qui exigent souvent apport et échange de nourriture transformée et participation monétaire. Elles permettent aussi la satisfaction de besoins personnels non satisfaits dans le cadre de l'économie du ménage.

Deux critères apparaissent comme fondamentaux pour les stratégies féminines : l'accès aux ressources, l'accès au temps disponible.

- L'accès aux Ressources

En ce qui concerne la production agricole les modalités d'accès à la terre, à l'eau, aux outils, à la force de travail sont des éléments-clés. Elles sont déterminées par la situation particulière des femmes et renvoient à la diversité des situations féminines.

La terre peut être reçue en héritage de leur lignage, attribuée par le chef de famille dans le cadre des dispositions particulières du groupe, obtenue, dans la mesure des disponibilités foncières, d'un chef de culture ou d'un autre chef de famille, louée ou même achetée par la femme si elle en a la capacité financière.

De la même façon, l'accès aux outils et à la force de travail est régi différemment selon les groupes : aide du mari, des enfants. Les ressources monétaires différenciées chez les femmes permettent ou non la location d'unités de culture attelée, l'appel à de la main-d'oeuvre salariée etc...

L'accès à l'eau est modifié par les interventions. Les modalités en sont différentes s'il s'agit d'une eau "naturelle" (bas-fonds, marigots, berges de fleuve...) où elles rentrent dans le cadre des règles de gestion, par les groupes, de leurs espaces et ressources, ou d'un territoire aménagé (cultures sur puits ou forages, aménagements hydro-

agricoles...) dont l'accès est ouvert par les structures d'encadrement, le plus souvent aux hommes. Dans ce cas, les femmes n'y ont souvent accès qu'à la marge, en "détournant" des canaux, en mettant à profit les fuites par exemple. Dans les zones où existe un fort exode masculin elles ont néanmoins accès directement aux parcelles aménagées.

En ce qui concerne les facteurs de production, "l'indivisibilité" des femmes pour les systèmes d'appui à la production agricole les écarte le plus souvent des modalités d'approvisionnement mises en place. De même, en ce qui concerne le crédit à la production. Elles ont alors recours à des stratégies individuelles ou de groupes : échanges et approvisionnement de semences par des réseaux propres, appel aux tontines, négociation avec les hommes de leur famille, voire soustraction discrète sur ce qu'ils possèdent. Des conflits autour de l'appropriation de la matière organique (déchets de case, fumier du parc à bétail...) se remarquent de plus en plus.

Les autres activités menées par les femmes dépendent, elles, surtout de l'accès aux matières premières et des ressources monétaires (et de temps) pouvant être mobilisées.

Dans ce domaine également la marge de manoeuvre est déterminée par le milieu de vie, les règles du groupe, mais aussi par la situation économique de la famille et de la femme elle-même. Ici, comme dans d'autres domaines, la différenciation sociale traverse la différenciation sexuelle.

- L'accès au Temps

Le statut des femmes, dans les sociétés agraires des pays où nous avons travaillé, leur confie la plupart des tâches domestiques quotidiennes : approvisionnement en eau, en bois ou autre forme d'énergie, préparation et transformation des aliments, entretien de l'habitat, hygiène des enfants, etc...

A ces tâches, dévoreuses de temps dans de nombreux cas, s'ajoute la participation aux travaux agricoles dans les sociétés où elles y sont requises, les soins aux animaux, etc... Sur les cultures de rente faites par les hommes elles sont requises pour certaines tâches : tri, séchage, cueillette, transport, etc... Ces travaux sont prioritaires par rapport aux leurs.

Très souvent les activités économiques spécifiques des femmes se déroulent dans le cadre d'une conquête permanente du temps. Les stratégies déployées consistent à mettre à profit chaque moment et à mener de front plusieurs activités, ce qui rend d'ailleurs difficile une véritable mesure des temps de travaux féminin et de leur contribution à l'économie familiales et nationale.

Des changements interviennent lorsqu'elles sont libérées de certaines tâches (en fonction de leur âge, de leur statut matrimonial, etc...) et ce sont souvent les femmes les plus âgées qui maîtrisent davantage leur emploi du temps. On remarque néanmoins que les jeunes femmes, dès qu'elles le peuvent, cherchent également l'occasion d'avoir accès à des ressources propres. C'est pour elles surtout que l'équipement des exploitations et des villages joue un rôle important, même si, en ce qui concerne les exploitations, il contribue quelquefois, à travers une augmentation des superficies cultivées par exemple, à alléger certaines tâches.

Les revenus monétaires du groupe et son statut (présence de captifs, etc...) mais surtout les ressources de la femme elle-même jouent un rôle important dans la mesure où ils permettent de faire appel à de la main-d'oeuvre salariée pour certaines tâches.

Là encore "l'invisibilité" des femmes n'a pas souvent permis qu'elles bénéficient d'innovations technologiques leur permettant d'économiser temps et fatigue. Alléger les tâches féminines ne représente pas seulement un volet social ou humanitaire, cela leur permet d'augmenter leur participation à la vie économique et sociale. C'est ainsi en tout cas qu'elles l'expriment et c'est la condition pour améliorer la productivité de leur travail et augmenter leur contribution aux "stratégies alimentaires".

2.2. Les contraintes pesant sur les stratégies féminines

On l'a vu, elles sont de plusieurs ordres : liées au statut social et matrimonial, à la crise des sociétés paysannes qui fait qu'elles se retrouvent de plus en plus chargées d'assurer le quotidien et souvent, plus que le quotidien, liées au fait que des femmes, de plus en plus nombreuses, se retrouvent seules pour maintenir des communautés de vieux et d'enfants.

Une contrainte très lourde s'ajoute à celles-ci : le désintérêt de la plupart des interventions de développement pour les mécanismes qui

prévalent dans le fonctionnement des sociétés paysannes, indifférence à leurs objectifs propres, aux stratégies différenciées qu'elles déploient, à la diversité des situations.

La proposition de modèles techniques quasi uniformes, de logiques purement économiques, le refus de voir qu'au niveau des exploitations opèrent des individus, hommes, femmes, jeunes ayant des stratégies différenciées et que des projets portant sur un produit, un espace (aménagement ou plantation), un thème entraînent des réaménagements très souvent déséquilibrants dans le fonctionnement social et économique (mobilisation différente de la force de travail, appel à des ressources qui ne peuvent plus être redistribuées, pouvoirs de décision ou de contrôle social modifiés, etc...) s'ils ont entraîné la plus grande partie des échecs des projets, ont aussi augmenté les contraintes pesant sur les stratégies féminines.

Réduction de l'espace disponible, aménagement des espaces les vouant dans la plupart des cas à une culture unique, mobilisation des ressources monétaires de l'exploitation dans le cadre du projet, ne leur permettent pas de continuer ou gênent leur stratégie de sécurité vivrière ; l'implantation d'unités industrielles de transformation les dépouille de l'accès aux matières premières (exemple du karité, du riz, etc...) pour lesquelles elles rentrent en concurrence avec les hommes (si la cueillette devient rentable) ou avec un monopole d'Etat. Les ressources monétaires qu'elles tiraient de ces activités disparaissent, etc...

Absentes des structures paysannes mises en place, elles n'ont à aucun moment l'occasion d'exprimer ces contraintes, de relever les effets négatifs des interventions, de négocier comme partenaires les hypothèses de travail. Quels critères concernant les femmes utilisent les cellules "suivi-évaluation" au niveau des grands projets de développement ?

Les femmes sont plus généralement identifiées comme "bénéficiaires" d'actions socio-éducatives censées donner un caractère "intégré" à des projets. Là aussi le modèle implicite véhiculé par les colonisateurs et les intervenants occidentaux ignore la réalité économique et sociale.

Il est important en effet d'identifier les différents niveaux de blocage qui empêchent la reconnaissance du rôle effectif joué par les femmes dans les économies paysannes.

On a vu que le statut matrimonial et social détermine en grande partie le cadre des activités féminines. Ce statut est le plus souvent

contraignant. Il faut néanmoins noter que c'est au niveau des paysans qu'il y a, dans bien des cas, le moins de résistance à des actions en direction des femmes dans le domaine économique. C'est le résultat d'une évolution et du constat qu'ils ont été amenés à faire que leurs femmes jouent un rôle essentiel dans leur survie. Même s'ils ne sont pas exempts de contradictions: "les femmes travaillent avec nous mais quand l'argent rentre ce n'est pas leur problème", ils manifestent souvent de l'intérêt, car ils sont directement intéressés, quand on discute avec eux d'hypothèses d'appui aux productions féminines.

Du côté des responsables nationaux les blocages sont souvent plus forts au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie "technique" et que l'on s'éloigne du terrain.

Souvent engagés dans des relations conflictuelles avec les femmes urbaines qu'ils côtoient, ils prennent toute manifestation d'intérêt pour les femmes rurales pour du "féminisme" et ressentent comme une menace la volonté d'appuyer les femmes dans leurs efforts. Ils expliquent volontiers que les cadres féminins ne leur donnent pas satisfaction (paresse, refus d'aller en brousse, nombreux congés de maternité, absentéisme, etc...) en oubliant que ce portrait (sauf en ce qui concerne les congés de maternité, mais les femmes en sont-elles seules responsables ?) peut aussi s'appliquer à de nombreux cadres masculins...

Connaissant personnellement plusieurs cadres féminins dans des pays différents, motivés par le travail avec les femmes rurales, nous pouvons témoigner des pressions qui s'exercent et des difficultés que ces femmes cadres rencontrent pour faire ce travail. Il y a souvent une certaine mauvaise foi dans les déclarations qui sont faites. Pour certains décideurs nationaux, aussi, les femmes rurales sont invisibles.

Au niveau des Etats les groupes de pression (sociaux, religieux, politiques...) s'exercent plutôt contre ou sans les femmes paysannes. Bien que la situation évolue rapidement, les "Unions des Femmes" reconnues officiellement ont longtemps ignoré, au moins au niveau national, les femmes rurales ou plaqué à leur sujet des modèles inadaptés.

Enfin les bailleurs de fonds et les organisations internationales et leurs experts ont renforcé ces attitudes en méconnaissant les fonctions réelles des femmes dans les économies paysannes et en abordant le problème, quand on y pensait, sous une forme paternaliste et selon un schéma calqué des schémas occidentaux. Certaines réactions du monde

masculin du développement nous paraissent très proches de celles des cadres nationaux. Dans ce sens ils renforcent très souvent, sans le savoir, le blocage à ce niveau.

3. LES FEMMES DANS LES STRATEGIES ALIMENTAIRES

Dans l'hypothèse d'une augmentation globale des productions vivrières et de leur introduction dans un espace économique porteur, il est clair que c'est au niveau global des unités d'exploitation que ce "développement se réalisera". Ce ne sont pas les femmes seules qui assureront une production vivrière élargie. Mais on peut faire l'hypothèse que leur travail sera largement mobilisé et qu'en tout état de cause la reproduction de la force de travail sera encore en grande partie assurée par elles.

On a vu avec les cultures de rente que le revenu monétaire au niveau des exploitations n'était pas redistribué de façon à ce que les besoins des différentes catégories (femmes, jeunes, dépendants) soient satisfaits et que ce phénomène était souvent à l'origine de l'exode des jeunes et des conflits hommes/femmes. L'entrée des cultures vivrières dans un espace économique élargi et valorisé peut produire les mêmes effets si des méthodes d'interventions nouvelles ne sont pas mises en oeuvre. Déjà on relève dans de nombreux pays des faits significatifs : au Zaïre, l'amélioration du réseau routier et la mise en place de circuits de commercialisation organisés aboutit à une appropriation par les hommes de la commercialisation des surplus vivriers des femmes qui perdent à la fois le contrôle de l'alimentation familiale et du revenu qu'elles pouvaient tirer de la vente des surplus. Ce fait est enregistré également au Cameroun dans une région proche de Yaoundé. L'importante demande de produits vivriers produite par les villes en extension accélère ces changements.

Au niveau des superficies disponibles se jouent des problèmes identiques : au Rwanda l'extension des bananeraies (la fabrication de bière de banane est, dans certaines régions, la ressource monétaire principale) amène une réduction des superficies consacrées au haricot, base de l'alimentation.

Au Burkina-Faso, les jeunes chômeurs urbains ramassent le karité, il en est de même au Mali dans la mesure où un prix intéressant est proposé par les usines de transformation, etc...

La diminution des ressources au niveau des femmes a des effets directs sur la situation nutritionnelle des communautés. Les stratégies alimentaires ne peuvent ignorer ce fait.

Il est important que les femmes, qui apparaissent le plus souvent dans les documents sur les stratégies alimentaires comme étant une des catégories vulnérables auxquelles doit être destinés en priorité l'aide alimentaire, soient aussi considérées comme des *partenaires*, porteuses de savoirs, d'expérience, de courage et de projets.

Pour cela il est nécessaire que toute mesure et tout mécanisme destiné à augmenter les productions vivrières soient étudiés à partir d'une analyse des situations réelles, à laquelle tous les partenaires devraient être associés.

L'accès des femmes aux ressources et au temps doit être facilité, augmenté par tous les moyens envisagés.

Mais leur accès aux intrants, à l'équipement agricole, aux terres aménagées, au crédit, aux réseaux de commercialisation, etc... doit tenir compte des conditions particulières dans lesquelles elles exercent leurs stratégies économiques. Leur donner seulement accès aux procédures telles qu'elles sont actuellement proposées : crédit garanti par une production commercialisée par des circuits officiels, accès à des parcelles aménagées dans le cadre d'un calendrier agricole défini en dehors d'elles, formations proposées selon des modalités ne tenant pas compte de leur charge de travail, etc... serait peu efficace.

Les appuis aux activités économiques des femmes doivent être donnés selon des formes revêtant une plus grande souplesse. Elles sont capables de définir elles-mêmes ce dont elles ont besoin et les formes d'organisation (s'appuyant sur celles qu'elles ont déjà mises en place elles-mêmes) qu'elles peuvent se donner. Encore faut-il les interroger.

Déployer les productions vivrières suppose que soient *négociées* la gestion des ressources entre les différents acteurs de la production agricole. Dans ce domaine où ce sont le plus souvent les femmes qui maîtrisent l'expérience, il est important qu'elles soient présentes à tout niveau : recherche-développement, appuit en amont et en aval de la production, transformation, etc...

Toute solution élaborée en dehors d'elles ne peut qu'amener des conflits, des tensions dont souffriraient les communautés dans leur

ensemble et qui freineraient l'effort destiné à permettre aux pays de maîtriser leur sécurité vivrière, élément d'indépendance.

Si les stratégies féminines se heurtent à des contraintes trop fortes elles ne seront plus solidaires de leur communauté (rappelons que les femmes rurales y réintègrent actuellement la plupart de ce qu'elles obtiennent à partir de leur effort autonome) et en favorisent l'éclatement (départ des jeunes suscité par elles, divorces, etc...). L'exemple de l'Amérique Latine, dans les conditions sociales, politiques et économiques que l'on sait, où hommes, femmes, enfants reflusés vers les centres urbains sont contraints de lutter séparément, dans des conditions de vulnérabilité accrue, amène à souhaiter que les femmes africaines restent des alliées de leur communauté.

RÉSUMÉ

Les stratégies déployées par les femmes pour assurer au niveau domestique le maintien et la reproduction de la force de travail sont conditionnées par deux facteurs essentiels : l'accès aux ressources et l'accès au temps, eux-mêmes déterminés en partie par le statut de la femme dans la société. Les interventions de développement peuvent gêner ou remettre en question ces stratégies.

L'auteur montre que si on ne lève pas les contraintes que les femmes rencontrent il sera difficile d'améliorer la situation alimentaire aux différents niveaux de la production, de la consommation et de la circulation des produits. Les femmes doivent être des partenaires dans les stratégies alimentaires.

ABSTRACT

Women's strategies aimed at maintaining and reproducing the work-force in the domestic unit are conditioned by two major factors : access to resources and access to time, both of which are in part determined by the women's status in their societies. Development actions can hinder or question these strategies.

The author shows that if the women's constraints are not removed, it will be difficult to improve the food supply situation at the various levels of food production, consumption and circulation of products . The women must be treated as partners in food strategies.